



La Chronique du petit Mandrin N°3 Spécial politique

Ecrire avec le cœur et la raison au service de la réflexion

EDITORIAL

La politique serait un sport national en France. La campagne 2012 pour la Présidence de la République Française pourrait en être une illustration... Nous allons voir entre les candidats des combats à couteaux tirés. Si cette manière de pratiquer la politique permet d'affiner, de pousser dans un retranchement l'adversaire pour connaître sa véritable politique et par là apprécier sa portée positive à la société, assistons aux spectacles. Mais si l'objet est de déstabiliser à tout prix l'adversaire, même par les moyens les plus honnis, pour accéder au royaume du pouvoir et de l'argent, nous serons dans le pur spectacle de la tromperie vis-à-vis du citoyen.

Le monde de l'humanité a profondément changé depuis « la Polis » originelle grecque, « communauté de citoyens entièrement indépendante et souveraine sur les citoyens qui la composent » (André Aymard). Mais quelle politique adopter aujourd'hui, question qui continue à se poser devant notre monde actuel ballotté dans toutes les directions avec le néo-libéralisme qui s'alimente de l'incohérence, d'inhumanité, oubliant « la civilisation de la beauté éclairée par la raison » ? A mon avis, il faut apprendre à un vivre ensemble à dimension planétaire !

Dans ce numéro de la Chronique du petit Mandrin, compte tenu des actualités avec la prochaine élection pour la Présidence de la République Française, nous avons souhaité des articles sur la politique, tout en laissant largement ouvert les pages à d'autres sujets de société, s'il y a lieu..

L'objectif de ce petit journal est de susciter des réactions et de provoquer, éventuellement, un débat argumenté. N'hésitez pas à nous faire part de votre avis.

Pour l'équipe **Gérard Zilberman**

Politiquement correct

En équilibre sur son mandat s'aidant de ses adjoints, tel un funambule sur un fil s'aidant de son balancier, le politique porté par la victoire des urnes, décide, gère, entreprend, construit. L'exercice est difficile, prenant, compliqué et risqué. Les responsabilités acceptées, il sait que sa mission ne s'arrête pas à la salle des mariages ou à la remise des médailles. Son quotidien est surbooké, il doit penser citoyen, œuvrer citoyen, aimer citoyen.

Il sait qu'il devra rendre des comptes et ne pas conter sornettes, sinon le gong impitoyable du bulletin, sonnera le glas. Entraîné dans un tourbillon économique et social en perpétuel mouvement, l'horloge s'approprie son temps, le devoir emporte la gloire. La victoire n'est jamais acquise.

A l'aube d'une saison présidentielle qui va nous servir des prises de becs en chaud-froid, faire tanguer le navire des embarqués politiques, nous enivrer de promesses inutiles, toi l'homme politique entend notre prière :

« Nous te remercions pour le respect de ton engagement,

Donne-nous notre pain au quotidien,
Conserve les valeurs de notre société,
Fais que la cohérence soit constante
N'oublie pas les citoyens qui t'ont élu ».

Ô toi, l'organe exécutif, le gardien de notre vie sociale et économique, le conservateur de notre patrimoine, le berger guidant son électorat, nous te voulons d'une probité absolue.

Mais à ceux qui seraient avides de pouvoir et d'argent, je leur dis :

« Casse toi pauvr'con » HA MEN !!!!

Martine Jaillon

Et la politique... ?

Politique : ce mot se retrouve à longueur de journées dans toutes les conversations, et souvent dans le style « brèves de comptoir » : la politique, ça ne m'intéresse pas... ; moi, je ne fais pas de politique... ; la place doit être bonne car ils se battent tous pour l'avoir... !!! Essayons de lever un peu le nez du guidon et de parler **politique** avec un peu de sérénité : politique vient du grec (notre langue maternelle) *polis* (ville), *politikos* (de la cité). Donc, faire de la politique, c'est s'occuper de la cité (d'où **citoyen** : celui(elle) qui appartient à la cité). Aujourd'hui, nous dirons la ville, le pays..., c'est-à-dire une société organisée et développée. Cela suppose une structure et un mode de fonctionnement. La politique porte sur les actions, l'équilibre, le développement de cette société et ses rapports avec d'autres ensembles. C'est cela **LA politique**. Arrive **LE politique**, une personne à qui l'on va confier la gestion de la cité. De toute façon, il faudra que quelqu'un assume cette fonction. D'où l'intérêt de bien choisir ce(tte) représentant(e) : dans une démocratie, nous le (la) choisirons au cours d'une élection. J'irai voter, en conscience, car si je ne le fais pas, d'autres le feront à ma place. Et que pourrais-je dire alors ?

Mais il ne suffit pas d'élire puis de laisser faire. Chaque citoyen(ne) peut et doit participer à la vie de la cité. Comment ? Quelques exemples :

*demander régulièrement des comptes aux élu(e)s par des rencontres, des revendications, des conseils citoyens,...

*en respectant soi-même les règles de la cité. (*les gestes citoyens,...*)

*en osant intervenir auprès des autorités lorsque les règles nous semblent contraires à l'intérêt collectif (*comités citoyens, désobéissance civique,...*)

*en informant les personnes qui sembleraient avoir oublié les règles de vie commune. (*éducation permanente*)

*en militant dans des associations culturelles et citoyennes. L'essentiel, c'est d'avoir toujours à l'esprit les règles du VIVRE ENSEMBLE, de se les appliquer à soi-même, de les expliquer, de s'intéresser à cette vie commune, de participer, mais surtout **pas d'indifférence**.

Le débat est ouvert. Alors, allez-y, exprimez-vous !!!

Gilbert SIRI



Morale et politique

« Oui, j'ai commis une faute morale »

Cet évènement du Sofitel de New York, qui a largement défrayé la chronique, a démontré qu'une carrière politique prestigieuse, promise à un bel avenir, peut se fracasser sur une question de morale.

Cet épisode, avec toutes les réactions et les commentaires qu'il a suscités, peut nous amener à poser la question : quels sont les rapports entre la morale et la politique ?

La question peut être envisagée sous des angles différents. Dans le domaine des relations internationales au nom du réalisme politique et des intérêts supérieurs des nations, il est courant de s'affranchir des préoccupations morales qui ne pourraient qu'entraver les nécessités de la *realpolitik*. La politique n'est pas la morale, c'est la gestion d'intérêts opposés, souvent conflictuels ; c'est pour certains la continuation de la guerre par d'autres moyens...

Cette séparation de la morale et de la politique ne s'est pas seulement déployée dans le domaine de la géopolitique.

Au 20^{ème} siècle s'est affirmé dans la société un libéralisme politique empreint de tolérance, déterminé à ne pas empiéter sur les libertés individuelles qui s'expriment à travers les choix de vie des citoyens. L'état ne doit pas se mêler de ce qui ne le regarde pas, la vie privée des gens et la représentation du bonheur pour eux et ceux dont-ils ont la charge. Mais dans un régime démocratique, la réalité de la vie en société rend difficile la dissociation totale de la morale et de la politique, parce

qu'une politique se doit de défendre des valeurs : la liberté, un minimum de solidarité. Mais aussi parce que la manière de faire de la politique comporte incontestablement une dimension morale : les moyens utilisés pour la conquête du pouvoir, la façon d'appréhender la charge d'élu et d'exercer le pouvoir ne sont pas sans rapport avec les principes moraux généralement admis. Les luttes politiques sont souvent très dures entre camps opposés, même à l'intérieur de chaque camp. Ce n'est pas pour autant que tous les coups sont permis. La démocratie gagnerait à ce que la lutte reste limitée aux idées et évite les coups tordus. C'est pourquoi les comportements douteux devraient être plus sévèrement sanctionnés. Toutes les actions malhonnêtes : détournement des règles à son profit (règles qu'on a parfois édictées), les prises illégales d'intérêt, les conflits d'intérêt, enrichissement personnel dû à sa situation, les attaques diffamatoires envers les personnes, les attaques anonymes (singulier manque de courage de la part d'une personne publique) devraient frapper leur auteur d'un discrédit moral, durable avec sanctions appropriées, par exemple inéligibilité à vie. Il serait normal, pour les personnes qui aspirent à représenter leurs concitoyens, que ceux-ci leur demandent, peut-être pas d'être des modèles de vertu, mais au moins de rester dans les limites de l'honnêteté et de la décence.

Henri Berrier



Nostalgie

A vingt ans, j'avais un faible pour M. Georges Pompidou, un fin lettré, emporté par son amour pour sa femme. Il fut gourmand de vie, de poésie, notamment celle de Guy Béart et Jean Ferrat. Mais il prit une décision lourde de conséquences en sa présidence, en 1973.

Désormais, le Trésor ne put plus emprunter directement auprès de la Banque de France et dut faire appel aux banques privées. Les autres pays européens lui emboîtèrent le pas et il en découla une situation absurde : l'interdiction faite aux Etats de se financer auprès de la Banque centrale européenne. Cette dernière alimente les banques privées à des taux dérisoires qui, à leur tour, prêtent aux Etats à des taux nettement plus élevés.

Ainsi découle la toute puissance des grandes banques, compagnies d'assurances Hedge Funds. Ces dernières décennies, aucun politique de quelque bord que ce soit n'est allé à contre-courant ; il suffit de constater leurs va-et-vient privé-public, une double casquette en somme.

Les marchés avec l'arme de la notation spéculent sans risques au détriment évidemment des pays endettés : seule l'Islande a laissé ses banques faire banqueroute, les autres pays préférant, pour rassurer les investisseurs, privatiser leurs services publics. Chez nous, que de domaines encore à privatiser ! Des routes nationales, en passant par la Culture, Santé, Education, pour en arriver aux retraites....

Le paysage présent et futur : une pression sans relâche des marchés, succession ininterrompue de plans de rigueur avec des taux à la hausse, en attendant l'autorisation de la commission européenne pour le lancement des Eurobonds, ces obligations garanties par l'Europe avec des taux bas, et une mise en place d'un système de contrôle des budgets, une modification des traités européens.

J'ose espérer un sursaut citoyen, une rébellion contre la docilité des politiques vis-à-vis de la Finance, de l'Economique, de la Technique. **G.F.**

Eh ! Mandrin, prends garde à la justice ! La justice, quel théâtre !

Ainsi, vêtue en toge, audace ou robe noire,
La justice blatère en plaintes légitimes,
Plaidant son jugement éloquent ou bavard,
Pour vanter son orgueil redondant de leurs mimes .

L'envolée est lyrique, le pingouin- élégance
Lève donc la séance en sonnerie stridente.
L'autorité maîtresse, haute Jurisprudence,
Comique gargarisme, flatterie écoeurante !

Chaque acte en audience est vraie maestria,
Blatère ou déblatère en mensonge absolu.
Défendre un innocent dans le code du droit
Relève d'un seul juge, pourquoi pas corrompu !

Jacasse le huis-clos où dans ses vocalises,
Le jabot fort ouvert, jubile au Tribunal.
La justice en carnage a plombé ses valises,
Déboutant le plaideur au Barreau du Pénal .

Lors, l'avocat du diable interroge et convoque,
Il renvoie pour un oui, en parade il conclut.
Evolue en sa robe ou enlève sa toque,
Oh ! rigoureux pingouin ! l'innocent est perdu.

La justice au théâtre, théâtre de l'injuste !
Mais le vrai droit de l'homme a t-il besoin de lois
Pour trancher l'injustice en plein sommeil du juste.
Ô, conscience de l'homme ! théâtral apparat !

Nelly Chamard le 3 avril 2012



En période de crise les premiers produits à souffrir sont ceux dont on peut se passer ou retarder l'achat ou le renouvellement. Selon l'institut GfK (1) évoquant une période "fortement marquée par la morosité", les premiers effets de la crise de confiance des ménages commencent à se faire sentir en France. Le marché des biens d'équipement de la maison a connu une nouvelle baisse de 5% au troisième trimestre 2011.

Pour l'électronique grand public (téléviseurs, etc.), la baisse du chiffre d'affaires atteint 9% au troisième trimestre et la photographie fait un plongeon de 7% . Le marché de l'ordinateur enregistre notamment un fort recul de 10,2% sur un an et la demande des PC de bureau est en berne.

Seul le secteur des télécommunications a enregistré une croissance de 5%, grâce aux smartphones. Toujours d'après GfK les mauvais deuxième et troisième trimestres cumulés sont annonciateurs d'une année qui s'annonce difficile. Merci à GfK de nous prévenir, mais nous n'avons pas besoin de son étude pointue pour nous douter de ce qui nous attend.

(1) GfK est la 3ème société mondiale d'études de marchés.

Lire la suite des informations sur :

SAVAMAL

Le journal des mauvaises nouvelles qui appuie là où ça fait mal

<http://savamal.blogs.midilibre.com>

Chères ! très chères ordures ménagères...

En bons écocitoyens collectionnant les poubelles vertes, bleues, jaunes, grises, utilisant des produits recyclés et biodégradables nous redonnons vie aux objets usagés. Pourtant la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ne cesse d'augmenter.

Alors les communiqués se succèdent. Ils embuent les esprits en mélangeant taxe d'habitation, impôts fonciers ou TEOM se gardant bien de reconnaître l'impuissance face aux prestataires privés.

Pourtant la cour des comptes dans un rapport accessible à tous dénonce les anomalies. Les déchets ménagers diminuent en quantité sous l'impact des politiques environnementales et de la crise. Pourtant le coût de leur traitement ne cesse d'augmenter. Pourquoi donc ?

Deux sortes de déchets sont collectés dans le même temps. Les déchets ménagers bien identifiés représentant 8% de la masse et les déchets difficilement identifiables, d'origine commerciale ou industrielle.

Les transferts de compétences ne sont pas optimaux. L'organisation intercommunale peut avoir parfois un impact financier défavorable. Des oppositions aux implantations d'équipements et les normes européennes gênent les réorganisations pourtant nécessaires.

Des relations difficiles entre collectivités territoriales et prestataires privés favorisent les manquements aux règles de la concurrence. Les coûts sont mal maîtrisés faute d'indicateurs normés. Aussi les écarts de taxe varient du simple au triple, voire au delà. De nombreux facteurs échappent aux collectivités : L'exploitation ou la réalisation imparfaite d'équipements (1). Le contrôle insuffisant des prestataires.

CQFD : Le mode de financement n'intègre ni l'équité sociale, ni le coût réel du service rendu, ni le principe « pollueur-payeur ». Les dépenses sont peu maîtrisées pour plusieurs raisons : multiples intervenants, absence de contraintes, suivi déficient.. En bref, la rapport donne l'impression que le coût du traitement est supporté par les ménages qui ne produisent que 8% de déchets ménagers bien identifiés parce que le principe « pollueur-payeur » n'est pas ou mal appliqué.

Nota :

(1) une déchetterie à peine conçue a dû rester inexploitée pendant de longs mois. Elle avait été construite sous des lignes haute-tension.

L'association de défense du consommateur (UFC. Que Choisir) a publié les résultats accablants d'une étude approfondie sur la gestion défailante des ordures ménagères par les collectivités. La TEOM a coûté 5,4 milliards aux ménages. Elle a quadruplé en vingt ans.

Guy Moulinier

Sur le bonheur...

Nous sommes tous en quête de bonheur. Nous avons le désir du bonheur. Et nous sommes heureux quand nous avons ce que nous désirons. Mais un désir satisfait s'abolit en tant que désir. Et l'on s'ennuie.

« Il y a deux catastrophes dans l'existence, disait Bernard Show, la première, c'est quand nos désirs ne sont pas satisfaits, la seconde, c'est quand ils le sont ».

« Comment échapper au cycle de la frustration et de l'ennui, de l'espérance et de la déception ? » Dans l'oubli ? Dans le divertissement ? Par la fuite en avant ? Le « saut » dans une espérance absolue ?

Et si le bonheur c'était de ne plus espérer du tout car « celui qui n'a plus rien à espérer a tout, parce que le présent lui suffit et le comble ».

GZ, après lecture du livre d'André Comte Sponville : « Le bonheur, désespérément ».

Le déficit, c'est quoi ?

C'est la différence entre les recettes et les dépenses de l'état.

Les recettes de l'état et des collectivités locales sont fournies par les impôts et les taxes ; celles des organismes de protection sociale par les cotisations.

Les dépenses publiques sont constituées par les dépenses de fonctionnement, d'investissement et d'équipement, le versement des prestations sociales et le paiement de la dette (capital et intérêt).

Si ses dépenses sont supérieures à ses recettes, l'état est en déficit.

Pour combler ce déficit, l'état emprunte. Pour cela, l'état va se financer sur le marché privé. C'est l'origine de la dette. Cumulée sur plusieurs exercices, la somme des déficits du budget de l'état, des collectivités locales et de la sécurité sociale représente ce qu'on appelle la dette publique. A l'intérieur de celle-ci, la part de l'état est de 86%, celle des collectivités locales de 11%, et celle des organismes de protection sociale de 3%.

Du 1^{er} janvier 1976 au 31 décembre 2006, la dette s'élève à 1 142,7 milliards d'euros. Mais elle entraîne des intérêts composés qui la font augmenter à chaque seconde.

Pourquoi l'augmentation des dépenses publiques ?

Depuis le début de la crise, les dépenses publiques ont fortement augmenté, et représentent aujourd'hui 56% du PIB (Produit Intérieur Brut ou total des richesses créées en 1 an en France). Pourquoi ? Le rapport sur la dépense publique publié par le gouvernement indique que, en 2009, « la progression des dépenses publiques est de 3,7 % en raison, notamment, de la mise en œuvre du plan de relance en réaction à la crise ».

Et les dépenses de l'état : le « trop d'état », le « tout-état », ne sont-ils pas, eux aussi, responsables de cette augmentation ? La réponse est clairement non. Depuis 1986, 3 000 des 4 600 entreprises contrôlées par l'état, dont les principales banques et institutions financières, ont été privatisées. Les emplois de la fonction publique disparaissent : 150 000 emplois publics viennent d'être supprimés en 3 ans, et le nombre des fonctionnaires est ramené à celui de 1990. Les services publics sont privatisés ou démantelés, les prestations sociales sont de plus en plus réduites.

Le budget consacré aux salaires des fonctionnaires et à la consommation des produits nécessaires au fonctionnement de l'état est passé de 14% du PIB au milieu des années 90 à moins de 3%. Toutes les dépenses baissent, sauf celles liées au remboursement de la dette et au paiement des intérêts encaissés par les capitalistes et les banquiers.

Pourquoi la baisse des recettes de l'état ?

Depuis 30 ans, les capitalistes ont bénéficié de centaines de milliards d'euros et d'exonérations fiscales.

En 1982, les recettes fiscales représentaient 22,5% du PIB. En 2009, elles n'en représentent plus que 15,1%. Pour la seule année 2009, les exonérations fiscales de tout type accordées aux capitalistes représentaient 105 milliards d'euros, soit les $\frac{3}{4}$ du déficit public de la France. En 2009 encore, les dispositifs fiscaux les plus variés (les niches fiscales) ont permis à 15 des 40 sociétés du CAC 40 (la Bourse de Paris) de ne payer qu'environ 25% des impôts sur les bénéficiaires (au lieu du taux légal de 33%). Ce taux était encore de 50% à la fin des années 70. La société Total qui a réalisé en 2010 un bénéfice de 10 milliards d'euros, n'a pas versé un centime d'impôt. Et elle n'est pas la seule (BNP, Danone, Suez). Toujours en 2009, les capitalistes ont bénéficié de 66 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales.

Faisons les comptes : en 2010, le déficit public de la France était de 136,5 milliards d'euros. Dans le même temps, le paiement des seuls intérêts de la dette s'est élevé à 42 milliards. Les exonérations fiscales et de charges sociales accordées aux patrons se sont élevées à 115 milliards (170, en ajoutant différentes autres aides).

Si les intérêts de la dette, perçus par les banques et les marchés financiers, ne leur avaient pas été versés, il y aurait eu 42 milliards de plus dans les caisses de l'état. Si aucune exonération n'avait été

accordée, l'état et les organismes sociaux auraient eu 115 milliards de recettes supplémentaires.

La France n'aurait pas connu de déficit ; elle aurait même eu un excédent de 20 milliards d'euros environ ! (115+42) -136,5.

La dette publique a explosé en France. Pourquoi ?

En 30 ans, elle a été multipliée par 4 !

Cela est dû au recours de plus en plus systématique aux marchés financiers pour financer le déficit public. En effet, jusque dans les années 1970, l'état français finançait son déficit essentiellement par des fonds que lui procurait la Banque de France, ceci à des taux faibles, voire nuls.

Les choses ont commencé à changer, en 1971, lorsque sous le coup de la masse de capitaux recherchant une nouvelle rentabilité, le président Nixon a décidé de rompre la convertibilité « dollar-or », établie au lendemain de la 2^e guerre mondiale (accords de Bretton Woods).

La dette des États a alors été privatisée et soumise à la spéculation.

La soumission de l'état français aux marchés financiers s'est faite en trois temps.

* par une modification des statuts de la Banque de France en 1973. La loi Pompidou-Giscard du 3 janvier 1973 est venue interdire à la République Française l'accès direct à la Banque de France, en l'obligeant à emprunter auprès des banques privées (Giscard ministre des finances de Pompidou Président, ancien directeur général de la banque Rothschild). L'enjeu était double : mettre l'endettement de l'état au service des grands groupes, et favoriser le financement de ces derniers.

* par l'application de l'article 104 du traité de Maastricht (approuvé par référendum en 1992, avec les voix de la droite, du P.S. et des Verts) qui interdit toute possibilité à l'état français de faire appel à la Banque de France.

* par l'application de l'article 123 du traité de Lisbonne, (qui reprend mot pour mot l'article 104 du traité de Maastricht), adopté par le président Sarkozy, le 4 février 2008 et qui reprend une disposition du projet de traité de Constitution Européenne que le peuple français avait rejeté à 53 %.

En clair, les états signataires du traité de Lisbonne s'interdisent de se financer à taux zéro auprès de leur banque centrale ou de la BCE. Ils sont obligés de s'adresser aux banques privées qui leur proposent les taux qu'elles décident (en fonction des notes attribuées par les agences de notation aux états) tout en se finançant elles-mêmes à un taux quasi nul auprès de la BCE. Ainsi, les banques privées s'enrichissent sur le dos des états. Est-ce normal ?

L'état est aujourd'hui totalement à la merci des marchés

financiers et des banques, qui exercent sur lui une pression constante. Pour pouvoir se financer à un taux « décent » auprès des marchés financiers, les états sont dans l'obligation de donner des gages de « bonne gestion capitaliste » et d'avoir une bonne note.

A cause de la crise économique, l'état a engagé une politique d'austérité, ce qui a pour effet de ralentir l'économie du pays et de la plonger dans le cycle vicieux « austérité récession ». Les recettes fiscales et sociales se raréfient. La dette publique augmente. L'état doit s'endetter à nouveau.

Depuis 30 ans, la somme des intérêts de la dette payée aux marchés financiers par l'état français s'élève à environ 1 400 milliards d'euros, soit presque l'équivalent de la dette actuelle (1 600 milliards fin 2010). Cette dette serait insignifiante si ces intérêts prélevés sur le fruit du travail des citoyens n'avaient pas été versés directement dans la poche des banquiers, spéculateurs et autres « banksters » sans aucun service en échange... Alors que seuls les capitalistes et les spéculateurs sont responsables et bénéficiaires de la dette et des déficits,

c'est pourtant aux salariés que l'on présente l'addition au nom de « l'impérieuse nécessité de réduire les déficits pour payer la dette ».

Alors faut-il accepter la dictature des marchés financiers ?

Si vous êtes à présent convaincus que d'autres alternatives économiques, que d'autres choix politiques sont possibles avec un vrai contrôle public des institutions financières et bancaires, la taxation des revenus du capital et de la spéculation financières, une réforme de la fiscalité.., à vous d'agir pour les faire entendre et les faire prévaloir !!

Jean-Marc Gardès, le 8 novembre 2011



Les élections, témoignage....

J'ai participé en 2001 aux élections municipales d'une petite commune d'Ardèche.

La fleur au fusil, je me suis engagé à construire avec mes collègues un « projet » au plus proche des habitants. Nous avons fait preuve d'un réel travail de consultation, de rencontre, d'échange avec les habitants sans tomber dans le discours Rouge/Bleu servi à toutes les sauces dès que l'on parle d'élections. Nous nous sommes engagés à :

- Consulter les habitants sur des décisions importantes en cours de mandat municipal,
- Défendre les services proposés pour éviter la mort du village (école, petits commerces, poste),
- Ouvrir la mairie aux habitants pour qu'ils s'approprient les lieux, les espaces
- Promouvoir des actions pour les jeunes de la commune
- Développer un projet de réaménagement du territoire pour permettre à chacun de disposer de conditions matérielles suffisantes (transport, éclairage public, aménagement routier, ...)

Nous avons perdu dès le premier tour et très largement !!!

L'équipe élue a su faire avancer la commune en 7 ans (2001-2008) :

- Elle a supprimé des subventions à des associations locales
- Elle a fait construire une nouvelle mairie et une nouvelle école (emprunt sur 20 ans). Cette dernière a perdu 2 classes durant le mandat.
- Les locaux de la mairie accueillent une agence postale (dépendante de la mairie) car les élus n'ont pas défendu la présence de la Poste sur la commune. Les habitants paient donc 2 fois le service (impôts locaux et impôts d'état).
- Elle a engagé la commune dans une intercommunalité institutionnelle au lieu de réfléchir à un réel travail partenarial intercommunal autour de projets. Les jeunes par exemple sont obligés de s'adresser à d'autres collectivités pour pouvoir monter des projets.
- Elle n'a pas défendu la suppression des arrêts de bus qui ont permis d'alimenter le réseau de bus pour le TGV. Les personnes âgées ne peuvent même plus se déplacer en autonomie.

Je m'interroge encore... comment les citoyens ont pu donner un blanc seing à cette équipe ? Comment ont ils pu permettre de transformer la commune en village dortoir ?

En 2008, cette même équipe a été réélue au premier tour. J'avais présenté ma candidature avec d'autres habitants à cette élection.

En 2014, je ne me présenterai pas. Je changerai de domicile principal d'ici là.

Ce ne sont que des élections locales. Le fait de déplacer cette situation à une échelle nationale me rend malade. Mais n'est ce pas déjà ce qu'il se passe ?

FM

A propos de la société de consommation.

Dans la chronique numéro 2 du Petit Mandrin, un de nos amis critique la société de consommation qui prévaut aujourd'hui, et qui risque, avec l'épuisement des ressources et les atteintes irréversibles à l'environnement, de compromettre sérieusement l'avenir de la planète et de l'humanité. Je suis de son avis : « Avons-nous besoin d'une telle quantité de possessions et d'un tel luxe pour être heureux? Le malheur, c'est que nous sommes souvent incapables d'abandonner le superflu pour ne conserver que l'essentiel. »

Ces quelques phrases résument bien, à mon avis, l'état d'esprit dominant dans notre société, où la réussite se manifeste le plus souvent par la consommation. Elles sont pertinentes en cette période de l'histoire qui pose un nouveau défi à l'espèce humaine, car on arrive à un autre moment où notre prodigieux développement se heurte aux limites de la biosphère.

Il devient urgent de modifier nos comportements. Mais pour les modifier, il est utile d'essayer de les comprendre. De nombreux chercheurs, économistes, philosophes se sont penchés sur ce phénomène qui nous pousse à vouloir toujours plus que le nécessaire.

L'un d'entre eux a développé une théorie qui me semble intéressante. C'est Thorsten Veblen, économiste américain qui a publié en 1899 sa « théorie de la classe de loisir » qui connut un grand succès à sa parution avant de tomber dans l'oubli. Mais l'évolution du capitalisme et les problèmes qu'il pose rendent à cette théorie tout son intérêt.

Pour Veblen, l'économie est dominée par un principe: la tendance à rivaliser, à se comparer à autrui pour le rabaisser, c'est un des traits les plus constants de la nature humaine.

La possession de la richesse est restée le moyen de la différenciation, son objet essentiel n'étant pas de répondre à un besoin matériel, mais d'assurer une distinction provocante, d'exhiber des signes d'un statut supérieur.

C'est donc le principe de la consommation ostentatoire qui régit la société. Chaque couche de la population cherche à imiter et à égaler la couche supérieure.

Certes, une partie de la production des biens à des fins utiles satisfait les besoins courants de l'existence mais, le niveau nécessaire à ces fins utiles est très vite atteint. Le surcroît de production est suscité par le désir d'étaler ses richesses. Cela nourrit une consommation ostentatoire et un gaspillage généralisé.

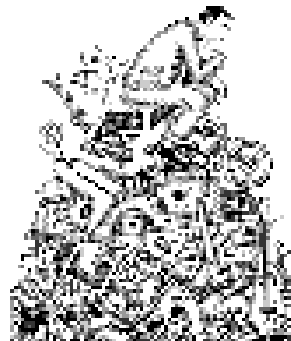
Voici donc un des ressorts de cette société de consommation, de cette frénésie qui nous pousse sur les nouveaux produits, les derniers gadgets que possèdent nos amis et que nous propose sans cesse une publicité obsédante. Cela est vrai pour beaucoup, et peut-être encore plus chez les jeunes. On peut bien sûr accuser le système. Mais ne sommes-nous pas les acteurs du système? On peut aussi réfléchir à la facilité avec laquelle nous nous laissons séduire et à notre part de responsabilité dans le fonctionnement de ce système pervers.

Mais il me semble qu'une conclusion s'impose.

Si on veut vraiment limiter les gaspillages et leur généralisation en cascade vers le bas, c'est en haut chez les plus riches, là où elle est le plus souvent ostentatoire, qu'il faudrait limiter la consommation.

Vaste programme!

Henri Berrier janvier 2012



« Politique » un vilain mot ?

« Il ne faut pas parler de politique en famille, cela fâche », disait-on dans mon enfance lointaine : à une époque où les courants d'opinions étaient si opposés qu'on s'empoignait, au moins en paroles, entre pétainistes et gaullistes, entre Résistants et attentistes, quand la religion aussi était prétexte à conflit, quand le nom d'origine étrangère de certains français était source de soupçons. Bref, on était « un bon français » ou on ne l'était pas. Et nous autres, enfants, nous restions sur le rivage de ces tempêtes politique, j'imagine les yeux baissés. Car on les aimait tous, nos pères, nos oncles et grands pères, qui avaient fait les uns Verdun, les autres des grèves dures, et les silencieux qui n'avaient jamais su quoi penser ou qui priaient sans rien dire. Tandis que nos mères, gênées, nous envoyaient jouer.

De toute façon, la politique appartenait au monde des hommes. Dix années passèrent, pendant lesquelles la France - non pardon, le pays - a rangé ses cocardes, a cherché à écouter l'Autre pour comprendre l'Histoire, a reconstruit son économie et ses liens humains dans un élan de consensus indispensable, autour de personnalités politiques fortes. On voyait apparaître de nouvelles étiquettes : on pouvait être « chrétien de gauche » comme « radical de droite ». On brassait les idées. On remettait aussi en question les possessions territoriales : c'était l'ère de la « décolonisation », peut-être les esprits se décolonisaient aussi : peu à peu on acceptait la différence des pensées, même s'il y avait (s'il y a) encore du chemin à faire...

On commençait à construire l'Europe : 1957, le traité de Rome.

Les années 50, c'est alors que je suis entrée en « Fac ».

Et là j'ai découvert le syndicalisme étudiant, où filles et garçons étaient au coude à coude. Il fallait démocratiser le savoir. Ce fut pour moi une évidence éblouissante.

D'emblée, car sans doute nos professeurs de lycées, nous y avaient préparés. Par-delà le syndicalisme j'ai découvert la politique.

L'évidence que la Politique c'était la gestion du pays, et que c'était l'affaire de tous : « tous ensemble, tous ensemble... » La politique n'était plus un champ de batailles clos, la Politique était un immense territoire et nous étions tous dedans, à devoir agir pour faire évoluer la société, avec détermination et ténacité. C'était noble. C'était enthousiasmant.

La « Fac » et surtout les AG d'étudiants dans lesquelles je me suis tout de suite engagée, était aussi le premier lieu où l'on noue ses amitiés d'adultes. C'est bien ça : on noue des liens. Même si la vie ensuite nous a éparpillés, j'ai toujours en moi la trace de ces camaraderies fortes : par la suite, dans les discussions syndicales professionnelles, dans les manifs de rues soigneusement préparées, j'ai retrouvé cette qualité de regards échangés : chacun de nous appartient au même grand pays, qui est vivant, qui se veut fraternel, et ouvert. Cette conviction « républicaine » englobe, bien sûr, tous les citoyens, même les sans opinions les sans-engagements autres que ceux de leur vie quotidienne.

D'ailleurs la politique, c'est ça : c'est la gestion du pays au quotidien. Elle est faite de toutes nos petites énergies mises bout à bout, et de nos demandes vitales qui remontent au sommet de la pyramide jusqu'aux sphères gouvernantes. C'est une construction commune : res-publica, c'est la chose publique.

Aujourd'hui dans les années 2010, on entend un tout autre discours : chacun doit défendre son emploi, ainsi le voisin- et pas seulement l'étranger- est devenu un rival ; chacun s'étourdit dans la surconsommation, ou en rêve, vu la fragilité des choses. Des fossés se creusent. La mondialisation nous affole. La politique semble cesser d'être l'affaire de tous, elle est redevenue l'affaire de quelques uns, plus précisément de quelques spécialistes, car par sa difficulté elle nous échappe. Peut-on résister... ?

Pour ma génération, héritière de la Résistance, mais pas seulement, de toutes les valeurs humanistes, c'est un certain désenchantement... Mais comme la nostalgie ne sert à rien, je veux voir une source d'espoir dans les réalisations des associations humanitaires de par le monde, dans les initiatives locales de créations d'emplois, bref quand générosité et imagination se combinent. Et, plus modestement, je me réjouis de la très grande vitalité des nombreuses associations dont

notre pays est un champion : cela ne résout pas les problèmes économiques, certes, mais cela crée des liens sociaux, ce qui est l'autre aspect de la Politique.

Chantal Rochard



Le Pouvoir pour le Pouvoir, loin d'une idée nouvelle, l'art de plaire au plus grand nombre tout en comblant la "Noklamentura": le grand écart discret... , même pratique aux quatre points cardinaux, à l'est .. à l'ouest rien de nouveau, méditez l'impartial message..

L'Argent est non seulement devenu un repère, l'étoile du Berger mais il est devenu critère de valeur aux yeux de la multitude et ce de manière insidieuse même si la grande majorité se refuse à l'admettre au grand jamais et ce au niveau macro jusqu'au micro : la rencontre dans le discours courtois, le Moyen Age était plus éclairé que notre Temps à la pointe de la Technique, du soit-disant Progrès dans toute son ambiguïté, contraignant et épanouissant mais tyrannique : la nouvelle caste des Technocrates, des Spécialistes de la Technique, méprisant et ignorant les contraintes biologiques règne, nul retour en arrière n'est possible à l'heure d'aujourd'hui et le court terme, compagnon du Progrès ...

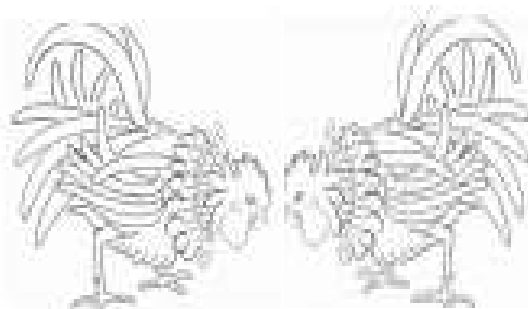
continue d'occuper le terrain, une vue courte, un certain déni...même attitude vis à vis de la mort, fermons les yeux ça rassure dans ce siècle de réassurance... les conséquences en sont de plus en plus complexes, les problèmes de plus en plus difficiles et longs à résoudre, le temps, croit-on qu'on épargne de plus en plus, devient de moins en moins libre, une peau de chagrin.., le but ultime - aux origines anciennes- de se libérer du travail, le "tripalium", s'est égaré, perverti, on est passé au travailler plus pour.....gagner ...moins avec une dévastation de notre planète, de notre biodiversité : pollution et gaspillage : que d'accoutumance et que dire du fossé qui continue de s'amplifier : toujours plus de pauvres qui s'appauvrissent de plus en plus et de riches qui s'enrichissent mais fermons les yeux, pensons aux lendemains qui chantent, continuons de croire aux politiques, faisons confiance à leur altruisme..leur générosité, leur... compassion..

ne les boudons pas, j'ai l'espérance chevillée au cœur, j'ai foi contre vents et marées en l'humain, en l'humanité, elle se ressaisira mais... quand ?!

FG



En politique... !



GZ

Futurs électeurs

A l'attention des jeunes gens, dont Etienne, Marion et Aurélien, mes petits-enfants qui ont atteint leur majorité récemment et vont devoir s'inscrire sur la liste électorale de leur mairie ou mairie d'arrondissement pour obtenir le droit de vote.

Qu'est-ce qu'une DEMOCRATIE ? C'est un régime politique dans lequel le peuple exerce sa souveraineté : des hommes libres guidés par leur raison qui ont entre eux un droit légal à se prononcer sur les questions qui les concernent grâce aux élections politiques (de nos jours dès l'âge de dix-huit ans) En France, les électeurs sont invités à choisir des CANDIDATS qui se présentent seuls ou par l'intermédiaire d'un parti politique existant ayant fait ses preuves et qui vont occuper des postes divisés en TROIS POUVOIRS pour former leur gouvernement.

1°/ LE POUVOIR LEGISLATIF ou PARLEMENT =

l'Assemblée Nationale (les députés) + Le Sénat (les sénateurs)
représentent les citoyens qui les ont élus et sont chargés de voter les lois et de contrôler l'action de l'exécutif

2°/ LE POUVOIR EXECUTIF =

Le Président de la République + Le premier Ministre + les Ministres qui appliquent la politique nationale et font exécuter les lois votées par les Assemblées Législatives précitées.

3°/ LE POUVOIR JUDICIAIRE

Magistrats + Parquet (Directement liés au Ministre de la Justice) + Juges dont l'indépendance est garantie par le Président assisté du haut Conseil de la Magistrature. Ils assurent et font respecter la justice.

De surcroît, de HAUTES INSTITUTIONS que l'on nomme :
Conseil Constitutionnel - Conseil d'Etat - Conseil Economique - la Haute Cour de Justice - La cour des Comptes - sont des organismes qui ont droit de regard et de contrôle sur le Gouvernement en cas de litige, de trahison, de conflit économique ou social entre les citoyens et le Gouvernement. Car cet édifice d'ELUS directement ou indirectement que représente la DEMOCRATIE prend naissance grâce au premier SUFFRAGE du peuple muni de sa carte d'électeur. Celle-ci sera mise à jour par la mairie et ses conseillers communaux, eux-mêmes élus, qui organisent les campagnes électorales (affichage des candidats sur des panneaux réservés aux élections dans les communes, courrier à domiciles pour chaque électeur des listes de candidats ou des candidats isolés avec leur programme proposé, au fur et à mesure de leur renouvellement.) Les réunions et les débats de la propagande orale des campagnes électorales sont libres.

Préparez -vous jeunes gens, filles et garçons à unir vos idées, pour une juste DEMOCRATIE, votre volonté d'aller voter y suffit.

Pour les élections présidentielles (Président de la République)

Pour les élections législatives (les Députés)

Pour les élections régionales (les Conseillers Régionaux)

Pour les élections cantonales (les Conseillers Généraux)

Pour les élections municipales (les conseillers municipaux qui élisent leur maire.

Pour un référendum (exceptionnel)

Pour une Assemblée Européenne.

P. G.



Le langage des maîtres du monde

Une nouvelle langue est née ces dernières décennies, dénommée « la novlangue ». Cette nouvelle langue a été inventée par l'écrivain et militant politique anglais, Georges Orwell (1903-1950) dans son roman « 1984 ». La caractéristique de celle « novlangue » est qu'elle est le parler du monde capitaliste, utilisée de façon permanente et insidieuse par les classes dirigeantes, les médias, les multinationales. C'est le discours dit néolibéral (réactualisation du libéralisme) visant à justifier l'exploitation et la domination capitaliste. La novlangue est destinée à rendre impossible tout doute, toute réflexion autonome, toute critique, toute contestation.

La novlangue est basée sur deux concepts : l'inversion de sens des mots et l'oblitération de sens des mots.

L'inversion de sens consiste à inverser le sens ordinaire des termes utilisés. Exemple : « La guerre, c'est la paix » ; « La liberté, c'est l'esclavage », « L'ignorance, c'est la force »...

Pour l'oblitération de sens, il s'agit d'occulter le sens d'un mot par le sens d'un autre mot. Cette façon de faire permet d'empêcher de penser en partant du principe que la pensée dépend des mots : Il suffit de faire disparaître un mot pour empêcher le concept lié à ce mot. Exemple : « les charges sociales qui ne sont pas des charges en réalité, mais une part de notre salaire qui se trouve socialisée ».

La nouvelle langue est adaptée pour la loi du marché. Le marché est le mot fétiche du monde capitaliste avec la conception ultralibérale que tout est marchandise, l'humain est marchandise !

Sans nous en rendre compte, nos cerveaux modelés à long terme par le réseau des pouvoirs dirigeants, par celui des informateurs, nous perdons notre vigilance « par rapport aux mots et expression que nous utilisons tous les jours ». Nos pensées sont déformées nous amenant à la résignation.

Que ce texte introductif à « la novlangue » puisse être développé et alimenté par vous lecteur.

Gérard Zilberman. Référence : La novlangue néo-libérale » par Alain Bihr -Raison Présente n° 167 - 2008.



Au secours, les Bolcheviks sont de retour !

A l'approche des échéances électorales, la Droite ressort ses vieilles ficelles pour effrayer le bon peuple.

Déjà, en 1981, elle nous annonçait que l'élection de François Mitterand à la présidence entraînerait l'arrivée des chars soviétiques sur les Champs Elysées. On les attend toujours...

Ca n'empêche pas Monsieur Copé, le secrétaire général de l'UMP, de remettre ça. Il a déclaré récemment :

« Arnaud Montebourg veut nationaliser les banques. C'est ce que les bolcheviks ont fait en 1917 ».

Il oublie, ou feint d'oublier, qu'il y a déjà eu en France un chef de gouvernement qui a exproprié et nationalisé les grandes banques.

C'était le général de Gaulle à la libération.

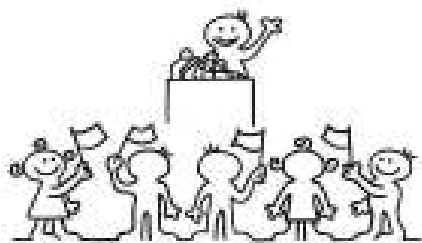
Monsieur Copé considère-t'il que le général de Gaulle était un bolchevik ?

HB

La et Le politique en vrac !

« L'homme politique conçoit les hommes non tels qu'ils sont, mais tels qu'eux-mêmes voudraient qu'ils fussent » (Spinoza - traité politique)

La politique est chose difficile. La difficulté est de cerner la réalité. Or, le cabinet des ministres est « en manque de terrain ». Le pouvoir aveugle l'homme politique, il l'étourdit lui faisant oublier où est la justice et le bonheur de ses administrés.



Que d'objectifs nobles sont mis à l'écart pour se ranger aux idées d'un parti ou par opposition systématique à un adversaire politique.

La politique est chose difficile car il faut savoir s'oublier.

Sans chercher l'idéal ou la perfection, il est bon de trouver chez le responsable politique une foi pour l'intérêt général, un contrôle de l'ivresse du pouvoir : être sur le terrain pour lutter contre l'injustice et la désespérance...

Qu'il sache aussi écouter la voix de son cœur.

Attention aux histoires que le politique nous raconte (storytelling).

Gérard Zilberman



Extrapolitisons....

En France, nous maintenons encore aujourd'hui une profonde tradition de la hiérarchie de l'Etat et nous marquons un profond respect pour ses plus hautes sphères.

Nous parlons de « Haut commissaire », de « Garde des Sceaux », de « Premier Ministre », de « Chef de l'Etat ».

Nous avons même une « Première Dame de France » qui ne peut être, d'ailleurs, que l'épouse du dit « chef de l'Etat ». Par déduction, notre Président est le « Premier Monsieur de France », ce qui suppose une posture et un langage à la hauteur de la nation.

Imaginons la victoire d'une femme aux élections présidentielles. Comment nommera-t-on son époux ?

Comme le chiffre est d'actualité, qu'en est-il de la seconde Dame de France et de son époux ? Doit-on positionner l'épouse de Monsieur le Premier Ministre à ce rang ?

Comment classer raisonnablement les épouses des présidents des conseils régionaux, départementaux, locaux ? La hiérarchie se décline-t-elle selon la population que leurs maris sont normalement censés représenter ?

Et les présidents de grandes entreprises, achètent-ils un niveau dans l'échelle nationale ?

En tant que mari de la 36 millionième Dame de France, dois-je faire preuve de davantage de respect à l'égard des fonctions et des titres des niveaux supérieurs ?

Que de questions sans réponse...

La seule idée qui me vient à l'esprit : La royauté, la haute cour, la haute bourgeoisie, les paysans,..... normalement, c'est fini !!

FM



APPEL

Si vous souhaitez nous rejoindre soit pour nous aider à faire connaître cette

Chronique du petit Mandrin

soit pour participer avec des articles pour pointer du doigt des injustices toutes attitudes indignes et amener à la réflexion

Contactez nous:

par tél: 04 75 81 26 20

par mail: culture@mjc-chateauvert.fr

par courrier: MJC Châteauvert

3, place des Buissonnets
26000 VALENCE

Ou venez nous rencontrer !

Gérard Zilberman

Nathalie Devise



Thème du numéro 4 : L'éducation
à vos plumes !

Imprimé par nos soins
Ne pas jeter sur la voie publique
merci.